L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

Bureau, No 12 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLÉANS,

DIMANCHE 30 MARS 1879.

Lois nouvelles administratives.—On se préoccupe beaucoup aux Etats-Unis, depuis une dizaine d'années, de ce qu'on l'on appelle la réforme du service civil. La même question vient d'être remise sur le tapis en France. Il paraît que la solution est bien difficile à trouver car voici ce que nous lisons dans les *Débats*:

Une proposition de loi ayant pour objet de déterminer les conditions d'admission et d'avancement dans les fonctions publiques a été présentée récemment à la Chambre des Députés par M. Marcel Barthe. L'intention en est louable. Par malheur, on a tant vu de propositions de ce genre depuis cinquante ans, parties dans les nuages des commissions, où, peut-être vivaces, enterrées dans les cartons du Conseil d'Etat, que l'on ne prend à douter qu'il en soit jamais autrement. La meilleure volonté du monde ou presque paraît ne s'est-il pas découragé, rien n'est par l'énumération qu'il fait de ses échecs successifs ? De 1843 à 1850, la question se pose presque à chaque session, et des hommes d'autorité lui donnent l'appui de leur parole: MM. Saint-Marc, Girardin, de Cesena, Vivien, Dufaure, Mortimer-Ternaux, etc. L'idée déjà dominante à cette époque est qu'il convient de mettre un terme à l'entrée de la carrière, de régler l'avancement par des conditions qui rendent autant que possible la part de la faveur. Quelle que fut leur tendance politique, les ministres n'en donnaient pas moins, parait-il. Ils accueillirent ces projets comme une atteinte à des prérogatives dont ils avaient la prétention de ne pas abuser. M. Vivien lui-même, devenu ministre, ne veut plus entendre que la discrétion est trop d'indulgence sur la distribution des emplois. Puis l'Empire survint, et tout ce qui tendait à prévenir les abus d'autorité fut soigneusement écarté. A peine en dix-huit mois a-t-on deux ou trois fois à la Chambre des Députés de l'affaire qui nous occupe. L'Assemblée Nationale de 1871 eut bien à son début, la velléité de prescrire de grandes réformes administratives. Personne n'ignore le peu qu'a produit la commission chargée de réviser les services publics. Noyés dans de vagues débats, auxquels les ministres eux-mêmes n'ont pas le loisir de voir en temps ordinaire, les hommes bien intentionnés qui composaient cette commission ne conçurent aucune vue d'ensemble sur le vaste sujet livré à leur examen.

M. HAUSSMANN ET LE PRINCE IMPÉRIAL.—On n'a pas oublié que certains journaux ont fait allusion à l'attitude peu-velle d'un certain nombre de sénateurs, parmi lesquels M. Haussmann, qui auraient renoncé à l'opposition systématique pour faire de l'opposition constitutionnelle. Il faut croire que les impérialistes cornus s'étaient émus de l'incident, car M. le baron Haussmann a jugé nécessaire de publier dans *l'Ordre*, d'Alexandrie, une lettre explicative adressée à M. Gallonni d'Istria, sénateur, et où nous lisons:

Dans ces derniers temps, certaines organes de la presse, ayec une persévérance qui a été remarquée, semblent s'être donné la tâche de m'attribuer ce que je n'ai jamais songé à penser et de me prêter des paroles dépassant toute ma pensée. — Vous qui vivez à la fois dans l'intimité de M. Rouher et dans celle de ma famille, vous savez ce qu'il faut croire de la prétendue scission opérée entre lui et moi. Vous savez également que la fraction considérable du groupe de l'appel au peuple qu'on suppose être sous mon influence particulière.

Je n'ai pas, mon cher sénateur et ami, à vous rappeler ici quelles sont mes convictions et celles de la grande majorité du groupe de l'appel au peuple, touchant l'attitude qu'il convenait aux impérialistes de garder dans les circonstances présentes. Une convention [illegible] avec [illegible] a été [illegible] comme la plus [illegible] sacrifices. J'ose dire qu'elles sont aussi de mes sentiments du prince impérial, dont l'approbation m'a constamment encouragé à continuer mes efforts pour le faire prévaloir auprès de la minorité.

Le passage suivant de la dernière lettre que Son Altesse Impériale m'ait fait l'honneur de m'écrire, de celle qui m'annonçait son départ pour le sud de l'Afrique, me semble ne laisser aucun doute à cet égard:

"Vous m'avez donné des témoignages de dévouement et d'attachement trop marqués pour que je ne sois pas heureux de vous, de loin comme de près, et j'espère que, par votre exemple, votre attitude et votre action personnelle, vous continuerez à maintenir parmi nos amis la confiance. Parlez et une confiance inébranlable dans l'avenir de la cause."

Après cette marque toute récente de la confiance du prince qui m'a fait l'insigne honneur de me désigner pour être le député d'Algérie, de préférence à un membre de sa famille impériale, je ne crois pas, mon cher sénateur et ami, devoir besoin de vous prier, comme président du comité électoral qui a soutenu ma candidature, de maintenir vos anciens collègues sur mon compte.

Une femme est toujours de mauvaise humeur, quand elle est mal chaussée, mais celà n'arrive pas à ceux qui se chaussent A PÉTOUX ROCHE.

Je suis fatigué de la nourriture que je prends. Lassard des Théâtres.

ELECTEURS ET ELUS.—*La Gazette de France* relève de singuliers aveux:

M. Le Royer disait l'autre jour, au Sénat, dans le discussion sur l'article 7:

"Hélas! messieurs, il ne faut pas regarder de trop près tous les registres électoraux, car on y trouverait un haut, un bas et un milieu, des hauts qui ne sont guère dignes d'y être inscrits, vous ne vous en trouvez pas plus mal."

MM. Talandier, Barodet, Louis Blanc, Raspail, Lockroy, Castagnal, etc., n'exprimaient ainsi dans l'exposé des motifs de la proposition de loi relative aux élections de Décembre:

"Ceux que le peuple a trouvés bons pour faire des sénateurs et des députés, l'administration ne les saurait pas trouvés bons pour faire des professeurs, des bibliothécaires, des conservateurs de palais ou de musées."

Ainsi, de l'aveu du grand duc central, la plupart des électeurs parisiens sont indignes de participer à l'exercice de la souveraineté du peuple, et de l'aveu des chefs du parti républicain, le Peuple Souverain choisit pour sénateurs et députés, des gens qui seraient incapables de faire des professeurs en [illegible] théâtres!

—L'article suivant de *l'Ordre*, journal bonapartiste, mérite une attention toute spéciale. Il montre comment on est disposé la tâche du ministre de la Guerre:

Décidément, le général Gresley n'a pas de chance. Il y a quelques jours il remplaçait le major Laborderie et nous annonçait maintenant comment le nouveau régiment du major vient d'accomplir ce singulier commandement. Or, le ministre de la guerre risque aujourd'hui d'être mis sous le feu, et, qui plus est, sous le feu d'un canon perfectionné d'une espèce dont personne n'avait encore entendu parler. Le 26 de ce mois, à un dîner donné par le maréchal Canrobert, le général Gresley s'est approché du général Bataille, que par un décret récent l'a révoqué de son commandement de corps d'armée sans compensation, en dépit de ses glorieux services, et avec une incroyable distinction il lui a tendu la main. Le général Bataille n'est surpris de recevoir les témoins dernière main des. On nous affirme que le général Gresley, le même que le "Mercellaise" appelle un [illegible], a dévoré ses affronts du même cœur que le dîner du maréchal Canrobert.

On n'est pas, à ce qu'on nous assure, l'unique débarras que l'on attend la mise de la guerre.

Dans une audience à se faire bien voir de la Chambre [illegible]. Il se serait adressé d'un général de cavalerie dont l'énergie et les mérites sont connus et qu'il voulait mettre en disponibilité, afin d'épouser son choix pour un commandement. "Il n'est arrivé de ne plus être le chrétien du pays, mais puisque on trouve un général de vous avez celui de valet de M. Gambetta, je me résigne à me résigner."

FALSIFICATION [illegible]

ELECTRICITÉ. [illegible] Vendredi, dans les [illegible] Vendredi, dans les [illegible] Vendredi, dans les